



Le Crépuscule

du matin N° 44 06 MAI 2014 Prix :50 francs

Organe de liaison du Parti Communiste du Bénin

Directeur de Publication : Philippe NOUDJENOUME -- Rédacteur en Chef : Jean Kokou ZOUNON

Editorial : MASSACRE DE LA JEUNESSE, DESTRUCTION DU PAYS.

La Rédaction

Contre les revendications des travailleurs en grève depuis janvier 2014, le pouvoir de Boni YAYI a eu recours à tous les défenseurs de son système pour ne pas répondre aux exigences populaires fondamentales, à savoir : la sanction des violateurs des libertés et des tripatouilleurs des concours d'Etat, l'attribution de 1,25 du point indiciaire aux enseignants, la fin de la précarité des 80% des enseignants (vacataires) du secondaire.

Pour faire barrage à la satisfaction de ces justes et légitimes revendications, Boni YAYI a mobilisé tous les défenseurs du système, de l'Iman de la Mosquée Centrale de Zongo à l'Archevêque de Cotonou, du frère Melchior (Albert Tévoèdjè qui avait auparavant déclaré s'être retiré de la vie publique) au Président de l'ONG ALCRER, Martin ASSOGBA, du Conseiller technique GUEZODJE au chef syndicaliste Pascal TODJINOU. Tous, la main sur le cœur, ont crié vouloir sauver l'année scolaire, après quatre mois de grève sans la satisfaction des revendications essentielles des enseignants. Plus vertement, certains, comme le syndicaliste Pascal TODJINOU, ont eu à lâcher la véritable cause de leur bataille : "ils ne veulent pas que les grèves en cours entraînent le départ de Boni YAYI."

Ces défenseurs du système veulent aider YAYI à proclamer qu'il a sauvé l'année académique. Mais, aura-t-on sauvé les élèves et le système éducatif ? A cette question, les gardiens du système YAYI se taisent. Et pour cause !!

En effet, du point de vue pédagogique, par où et jusqu'où, un enseignant qui reprendrait les cours après quatre mois de grève, continuerait-il le programme ? Surtout que cet enseignant, qui a fait grève pendant trois mois en 2012 avait été floué par le pouvoir et ces mêmes TODJINOU qui leur avaient demandé de faire une "rentrée citoyenne" 2012-2013 !

Les syndicats et Comités qui poursuivent les grèves ont déclaré que, dès la satisfaction des revendications, ils sont prêts à un réaménagement conséquent de l'année académique. Mais, le pouvoir sans avoir satisfait les revendications, parle de 3 à 5 semaines de rattrapage. Que peut-on rattraper dans les conditions actuelles, avec des enseignants démotivés après 4 mois de grève, en 3 ou 5 semaines ?

Pendant qu'ils vilipendent les enseignants et ceux qui poursuivent les grèves et protestations, le frère Melchior et autre Martin ASSOGBA n'élèvent pas la voix contre le lot quotidien de nouveaux scandales de pillage et de destruction du pays par le pouvoir : quatorze (14) milliards à la SOBEMAP, quatorze (14) milliards au port Autonome, des milliards de francs d'avantages indûment accordés à NOCIBE (Nouvelle Cimenterie du Bénin), des milliards pillés au ministère de l'Energie et à la SBEE. Le frère Melchior, Pascal TODJINOU et tous les autres défenseurs du système n'ont rien à en dire ! YAYI Boni doit rester au pouvoir, pour leur profit à eux et le malheur des travailleurs et du peuple.

Une crise, pour amère qu'elle soit, a cependant, un aspect positif : celui de clarifier les choses, de révéler la véritable nature des acteurs. Elle permet la poursuite des luttes de façon plus saine et toujours plus vigoureuse. La réponse pratique des travailleurs qui poursuivent leurs grèves et actions protestataires dans les divers secteurs indique que l'obstacle posé par les défenseurs du système YAYI sera surmonté, que le massacre de la jeunesse ainsi que la destruction du pays finiront par entraîner le renversement du système de pillage.

LE PILLAGE DES RESSOURCES PUBLIQUES : AVEU ET FUITE EN AVANT DE BONI YAYI.

Jean Kokou ZOUNON

Boni YAYI a pu déclarer : " les résultats des audits dans les entreprises publiques sont si alarmants que si on doit en tenir compte, tous (les directeurs généraux) iraient en prison".

Il s'agit là d'un aveu de faillite dans la gestion du bien public, dans la mesure où tous les DG sont nommés par le Président de la République et ensuite, leur gestion est suivie par le Président du Conseil d'Administration aux mains des ministres de tutelle. On devrait normalement s'attendre, si Boni YAYI était fidèle à son serment de lutter contre la corruption, à la publication de ces audits à l'attention des travailleurs et des citoyens et surtout à des sanctions contre ces D.G.

Ce constat à propos des entreprises publiques est également valable en ce qui concerne les principales administrations publiques. Dans ce domaine, Boni YAYI ne sanctionne qu'à son humeur et pour ses intérêts personnels. Il protège ceux qui peuvent le servir et se transforme en maître-chanteur contre tous les autres. Les résultats des audits sont utilisés à des fins de chantage pour obtenir la soumission ou au moins le silence des DG et ministres compromis.

Comme solution à cette mauvaise gestion, Boni YAYI fait recours à un Conseiller Spécial à la gouvernance des entreprises et offices d'Etat opérant à l'extérieur du pays en la personne de Mr Michel DOGNON. Cette nomination est également un aveu de défiance envers toutes les structures nationales de contrôle. Tout le monde convient que Mr DOGNON ne peut rien faire, malgré toute sa compétence. On se souvient qu'en son temps, Mathieu KEREKOU, avait recruté un cabinet, le Cabinet BETA pour l'assistance à la réduction des coûts des entreprises publiques. Le résultat a été nul. Et pour cause. Aucun conseiller, aucun cabinet ne peut résoudre les problèmes de bonne gouvernance sans revoir de fond en comble le système en place.

A ce propos, des gens disent qu'il faut "dépolitiser les entreprises publiques et étendre la mesure à tous les secteurs publics, les ministères, les projets, les services de gestion des mairies, etc....Il faut à chaque niveau distinguer le poste politique du poste technique" (cf. N^{le} Tribune N°2779 du 05 Mai 2014).

Si on comprend par dépolitisation le fait que la désignation au poste de D.G ne doit pas être soumise à l'appartenance politique du postulant, comment y arriver ? Peut-on y arriver si la désignation revient toujours au gouvernement, au pouvoir politique ? Dans ce cas, ne retombera pas-t-on nécessairement, fatalement à la "politisation" partisane des postes ? Bien sûr que oui.

Alors, à la réflexion, la solution à la dépolitisation se trouve dans la voie indiquée par les communistes : l'élection et la révocabilité du DG et des Directeurs Techniques par les travailleurs de l'entreprise et de l'administration concernée. Il est clair que comme pour toute élection, il y aurait des critères d'éligibilité ! Dans le cas d'espèce, il y aurait les critères de compétence, de bonne moralité constatée par les travailleurs sur la base de la pratique du postulant.

Ce qui est sûr, les travailleurs dans chaque unité sauront mieux que n'importe quel expert étranger ou ministre en haut, aider à déceler les combines, les méandres et passe-droits de mauvaise gestion. Ils sauront, parce que leur avenir et leur sort sont directement engagés, tirer les leçons et œuvrer au redressement.

Plus sérieusement, reconnaître ce pouvoir aux travailleurs est un puissant moyen indispensable pour restaurer l'enthousiasme (aujourd'hui complètement éteint) au travail en ce que désormais, le travailleur sait que les fruits de son travail ne seraient plus impunément pillés par un individu parachuté et protégé du sommet.

Yayi a montré qu'il ne sait et ne peut gérer que dans la corruption et l'impunité. Il appartient aux travailleurs, à la jeunesse et au peuple de lutter pour instaurer un autre système qui garantira la bonne gestion des ressources publiques et du pays.